

Affaires courantes

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, aux termes de l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui quatre pétitions signées par des habitants de diverses régions, notamment de la Colombie-Britannique.

Les pétitionnaires sont farouchement opposés à la taxe sur les produits et services. Ils estiment que cette taxe est punitive et aura de lourdes conséquences sur les Canadiens à revenu faible ou moyen. Elle frappera divers produits qu'ils doivent consommer et occasionnera de graves difficultés aux petites et moyennes entreprises. Ils prient le gouvernement du Canada de retirer immédiatement les dispositions législatives sur la TPS.

LES SPORTS

M. Terry Clifford (London—Middlesex): Monsieur le Président, j'ai la chance de présenter une pétition signée par de nombreux habitants d'Ottawa, qui expriment leur opinion au sujet de l'expansion de la LNH et du fait que le Canada devrait faire partie de cette expansion. Les villes d'Ottawa et de Hamilton pourraient fort bien accueillir des équipes de la ligue. Le Canada doit continuer de jouer un rôle de premier plan dans la plus importante ligue de hockey en Amérique du Nord.

Ces habitants d'Ottawa ont décidé de présenter une pétition à cet égard. La date limite est le 7 décembre. C'est à ce moment-là que le monde saura si le Canada aura une place dans l'expansion de la Ligue de hockey nationale. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre notre part du marché. Le Canada doit garder sa place dans la ligue. Je vous prie tous instamment de faire circuler ces pétitions dans vos circonscriptions afin que les Canadiens puissent montrer leur appui pour notre sport national.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Gilbert Parent (Welland—St. Catharines—Thorold): Monsieur le Président, nous continuons toujours de recevoir des pétitions concernant cette ignoble TPS.

Encore une fois, je veux présenter une pétition signée par des habitants de Toronto et de la circonscription de St. Catharines, que je représente. Les pétitionnaires s'opposent catégoriquement à cette taxe. Je n'ai encore rencontré personne dans ma circonscription qui trouve cette taxe acceptable. Je demande donc encore une fois au gouvernement de changer d'avis et de ne pas imposer cette taxe aux gens qui sont le moins en mesure de payer.

LES REVENDICATIONS TERRITORIALES DES AUTOCHTONES

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Meritt): Monsieur le Président, j'ai le privilège de prendre la parole aujourd'hui en vertu de l'article 36 du Règlement et de présenter une pétition explicite, qui se lit comme suit: «Nous, soussignés, demandons respectueusement

au gouvernement fédéral de négocier de bonne foi avec le peuple d'Oka, dans un esprit de justice, afin de régler la crise actuelle. Nous nous attendons à ce que le gouvernement du Canada se serve immédiatement de ses pouvoirs et de ses responsabilités et qu'il se montre juste face aux efforts faits par tous les peuples autochtones du Canada afin que l'on s'occupe adéquatement de leurs droits et de leurs revendications territoriales. Si le gouvernement n'intervient pas, cela aura pour effet de créer des tensions ethniques au Canada et d'entraîner des manifestations dangereuses et inconsidérées de racisme.»

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Meritt): Monsieur le Président, ma deuxième pétition provient d'habitants d'Oliver, d'Osoyoos, d'Okanagan Falls et de Penticton, qui luttent contre la taxe sur les produits et services. Ces personnes s'opposent à cette taxe et demandent au gouvernement de la rejeter et de procéder plutôt à une véritable réforme fiscale qui soit juste pour tous les Canadiens.

[Français]

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai le devoir aujourd'hui de déposer une pétition signée par des Canadiens et Canadiennes qui s'objectent fermement à l'imposition d'une taxe sur la lecture, sur les livres, sur les publications en général.

Les pétitionnaires qui sont extrêmement fâchés par cette proposition du gouvernement conservateur soutiennent que la libre distribution de la chose imprimée constitue une pierre angulaire de notre démocratie, notre culture, notre civilisation et notre éducation en général. Ils allèguent également qu'une société instruite et productive ne peut être que lésée par une telle disposition qui voudrait imposer une taxe sur les livres. Monsieur le Président, ces gens, tout comme moi, croient fermement que taxer les livres, c'est imposer l'ignorance.

[Traduction]

LES ALIMENTS ET LES DROGUES

M. Bruce Halliday (Oxford): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition signée par un certain nombre de Canadiens de la région de Brantford, ainsi que de la Nouvelle-Écosse, qui sont préoccupés par le récent décès d'une jeune fille victime d'une allergie alimentaire.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'adopter des mesures législatives appropriées afin d'exiger l'étiquetage adéquat des aliments préparés, ainsi que la publication, dans les restaurants, d'une liste des ingrédients qui entrent dans la préparation des aliments servis à ces endroits.